

# LE INSIDE TRACK

## INFORMATIONS CONCISES SUR LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Le Inside Track CDH47 :  
la 47ème session ordinaire du Conseil des droits de l'Homme

Du lundi 21 juin au mardi 15 juillet 2021 (session de 4 semaines)  
Salle XVIII, Palais des Nations



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE  
UNITED NATIONS | GENEVA



UNIVERSAL RIGHTS GROUP



*Ambassadeur Nazhat Khan (Fidji), Président du Conseil des droits de l'homme présidant la 30e session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme.*

## EN BREF

- Le 21 juin, S.E. Mme. Michelle Bachelet, Haute-Commissaire aux droits de l'Homme, ouvrira le CDH47 avec son **rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde**, suivi d'un compte rendu oral sur le rôle des États dans la réponse aux pandémies. La présentation du rapport annuel de la Haute-Commissaire servira de base pour un dialogue interactif ultérieur, les 21 et 22 juin.
- Le Conseil examinera des rapports de, et organisera des dialogues interactifs avec 24 détenteurs de mandat au titre des **procédures spéciales** (cinq spécifiques à un pays et 19 thématiques, dont les mandats suivants: le logement convenable; la discrimination à l'égard des femmes et des filles; la détention arbitraire; l'éducation; la pauvreté extrême; la liberté d'expression; le droit à la santé; les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays; la solidarité internationale; les juges et les avocats; les personnes atteintes de la lèpre; les migrants; la réunion pacifique; la vie privée; l'orientation sexuelle et l'identité de genre; les exécutions sommaires; la traite de personnes; les entreprises multinationales; la violence à l'égard des femmes; la Biélorussie; l'Erythrée; la République centrafricaine; le Myanmar; et les territoires palestiniens occupés. En conformité avec **HRC/PRST/OS/13/1** tous les dialogues interactifs seront à titre individuels.
- Durant la session, le Conseil examinera les **rapports** préparés par la Haute-Commissaire et le Secrétaire général concernant **la situation des droits humains dans plusieurs pays**, dont, l'Iran (République islamique de), le Venezuela (République Bolivarienne du) et l'Ukraine. Par ailleurs, la Haute-Commissaire donnera **un compte rendu oral** de la situation en Géorgie, au Myanmar, au Nicaragua et en Ukraine.
- Le Conseil examinera également les **rapports** de la Haute-Commissaire et du Secrétaire général sur un certain nombre de **thèmes**, notamment:
  - Les activités du HCDH, du système de l'ONU et des organisations régionales pour soutenir les efforts des États dans la promotion et la protection du droit à l'éducation;
  - La liberté d'opinion et d'expression;
  - Les droits humains dans l'administration de la justice, notamment la justice juvénile;
  - L'implémentation et le renforcement de la coopération internationale en matière de droits humains;
  - La promotion et protection des droits humains et libertés fondamentales des africains et personnes d'ascendance africaine contraires à l'usage excessive de la force et autres violations de droits humains par les agents de police;

- La promotion et protection des droits des personnes âgées dans un contexte de changement climatique;
- Les opérations du Fond Volontaire pour la participation dans l'Examen périodique universel; et
- Les opérations du Fond Volontaire pour l'aide financière et technique pour la mise en œuvre et le suivi de l'Examen périodique universel.

■ En conformité avec HRC/PRST/OS/13/1 il n'y aura pas de débats généraux durant CDH44. Les rapports et comptes rendus oraux de la Haute-Commissaire et du Secrétaire général, ainsi que des organes subsidiaires prévus pour le CDH47 seront considérés lors des débats généraux pertinents du CDH48, à moins que ces derniers fassent l'objet d'un mandat de considération lors de débats interactifs.

■ Le Conseil devrait adopter environ 23 projets de résolution et autres textes. La date limite pour soumettre un projet de résolution a été fixé au **2 juillet à 13h**. Il est également prévu que **sept nouveaux titulaires** de mandat au titre des procédures spéciales soient nommés, dont l'Expert indépendant sur la dette extérieure, l'Expert indépendant sur les personnes atteintes d'albinisme, le Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée, le Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes, deux membres du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine (issus des pays d'Asie-pacifique et d'Europe de l'est), et un membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires. Plus d'informations sur le processus de nomination des candidats sont disponibles [ici](#)<sup>1</sup>.

Pour la version intégrale du **programme de travail** pour la 47<sup>ème</sup> session, cliquer [ici](#)<sup>2</sup>.

---

1 <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/SP/Pages/HRC47.aspx>

2 [https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session47/Documents/POW\\_EN.doc](https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session47/Documents/POW_EN.doc)

# L'IMPACT DES MESURES SPÉCIALES POUR COMBATTRE LA COVID-19 LORS DU CDH

Compte tenu de la pandémie de COVID-19, des modalités extraordinaires similaires à celles utilisées lors du CDH46 seront maintenues, en entier respect de l'Accord sur la "Mise en place des institutions du Conseil des droits de l'Homme" (A/HRC/RES/5/1) ainsi que les évaluations sanitaires et annonces faites par le Conseil Fédéral suisse concernant la prévention de la propagation du COVID-19. Ces mesures seront réexaminées si et quand les mesures imposées par le gouvernement Suisse sont modifiées.

Celles-ci comprennent:

- Le CDH47 se déroulera en **Salle XVIII**. Cependant, puisque malgré la récente relaxation des mesures annoncé par la Suisse, la Salle XVIII ne pourra pas accueillir un représentant de chaque État membre et chaque État observateur, ainsi que des représentants d'organisations internationales et d'ONG, le Conseil devra se tenir de **manière largement virtuelle**.
- Tous les participants à CDH47 doivent être **accrédités via INDICO**<sup>3</sup>. Although access to UNOG premises will be restricted, alMême si l'accès aux locaux des Nations Unies à Genève seront restreints, tous les délégués doivent s'enregistrer via INDICO afin de participer à la 46ème session et pouvoir transmettre leurs messages vidéo. Lors de leur demande d'accréditation, les délégués sont priés d'indiquer s'ils possèdent déjà une carte d'identification temporaire ou annuelle aux Nations Unies, et, le cas échéant, de télécharger (dans le champ correspondant de la plate-forme INDICO) une photo de cette carte. Il est obligatoire, pour tous les participants, de fournir un numéro de téléphone valide.
- La présence physique dans la Salle XVIII **ne pouvant dépasser 100 personnes**, conformément aux restrictions sanitaires en vigueur, **les délégations des États sont vivement encouragées à envoyer des déclarations vidéo préenregistrées**. Les messages vidéo devront être téléchargés via le système d'enregistrement en ligne (<http://spreg.ohchr.org/>), et la date limite de téléchargement des déclarations vidéo est fixée à au moins deux heures avant le débat pour lequel elles sont soumises. Dans le cas où les messages préenregistrés ne sont pas possibles, les États peuvent alternativement **délivrer des messages en direct via Zoom**. Seuls les États qui ne peuvent pas délivrer de messages préenregistrés ou via Zoom en raison de difficultés techniques peuvent exceptionnellement les délivrer dans la salle XVIII tout en respectant la limite de 100 personnes.
- **Les mandataires au titre des procédures spéciales, les membres des mécanismes d'enquête et les panélistes** qui ne peuvent pas se rendre à Genève sont vivement encouragés à envoyer des messages vidéo préenregistrés.
- En raison de la pandémie de COVID-19, les **ONG** dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC devront **fournir des déclarations vidéo pour tous les dialogues interactifs ainsi que pour les discussions de groupe et les adoptions de l'EPU**. Les messages vidéo devront être téléchargés directement via le système d'enregistrement en ligne (<http://ngoreg.ohchr.org/>). La date limite de téléchargement des messages vidéo est fixée à 18h00 le jour précédant le débat pour lequel ils sont soumis.

- Les représentants qui souhaitent soulever des **points d'ordre** lorsqu'ils ne sont pas dans la salle peuvent alerter le Secrétariat en "**levant la main**" sur Zoom. Le président interrompt alors le débat et donne la parole, via la plateforme Zoom, à la délégation qui a soulevé le point d'ordre.
- Les représentants qui souhaitent exercer **leur droit de réponse** à distance peuvent le faire en envoyant une demande à [hrclistofspeakers@ohchr.org](mailto:hrclistofspeakers@ohchr.org). Ils recevront une invitation à un appel vidéo cinq minutes avant le moment où le droit de réponse serait exercé. Le Secrétariat testera la connexion, en s'assurant que le son et la vidéo fonctionnent. Le représentant pourra suivre ce qui se passe dans la Salle via la plateforme et entendra lorsque la parole lui sera donnée. À ce moment-là, le représentant peut commencer son intervention.
- Lors de **l'inscription aux panels**, les États seront invités à classer les panels dans l'ordre de leurs priorités, les créneaux d'intervention étant attribués par le système en tenant compte de ces priorités. Si le nombre d'États indiquant la plus haute priorité pour un panel particulier dépasse le nombre maximum de créneaux de parole disponibles, les créneaux seront attribués selon le principe du premier arrivé, premier servi.
- En conformité avec l'Accord sur la "Mise en place des institutions du Conseil des droits de l'Homme", chaque résolution et/ou décision devra faire l'objet **d'au moins une consultation informelle ouverte** avant que le Conseil ne l'examine pour statuer.
- Comme le Bureau du CDH l'a répété, les principaux auteurs de projets de résolution sont encouragés à **organiser des réunions informelles virtuelles** ou à mener des consultations par écrit. Les délégations peuvent écrire à **point focal compétent du secrétariat du Conseil** ([mkumar@ohchr.org](mailto:mkumar@ohchr.org)) afin d'obtenir de l'aide pour mettre en place une participation virtuelle via la plateforme WebEx. Un processus similaire est utilisé pour organiser des consultations hybrides informelles lors du CDH46. Si des consultations informelles sont organisées virtuellement, les groupes de base doivent en informer le secrétariat du CDH afin que la réunion soit incluse dans l'application en ligne "**Sched**".
- **Les événements parallèles** ne peuvent pas avoir lieu à l'intérieur du Palais des Nations pendant le CDH47. Toutefois, des événements parallèles virtuels peuvent être répertoriés sur **l'Extranet** à des fins d'information.



*Réunion du Conseil des droits de l'homme dans la salle de l'Assemblée.*

# MEASURES TO ASSIST SMALL DELEGATIONS DURING THE HRC

Le Bureau d'assistance du CDH pour les PEID et les PMA vise à, virtuellement, faciliter la compréhension des sujets abordés lors du CDH et renforcer la participation des délégations de petits États pendant la session. Le Bureau d'assistance peut être joint avant et après la session par courriel ([HRCdesksmallPM@ohchr.org](mailto:HRCdesksmallPM@ohchr.org)) ou par téléphone/ WhatsApp au [+41 \(0\)79 500 00 32](tel:+41795000032). Le Secrétariat du Fonds d'affectation spécial pour l'assistance technique à l'appui de la participation des PMA et PEID aux travaux du Conseil des droits de l'Homme est également disponible pour des consultations en ligne sur demande.

L'utilisation de l'outil en ligne 'E-Delegate' est maintenue afin de faciliter le travail des délégations lors du CDH. Cet outil permettra notamment aux délégations de diffuser, soumettre et parrainer des résolutions. Il est accessible à ce [lien](#)<sup>4</sup>.

Les délégués pourront continuer à se servir de l'application [HRC47 Sched](#) pour personnaliser et synchroniser leurs calendriers. CDH47 Sched fournit des détails sur les sessions en plénière et les événements prévus en parallèle de la session du CDH47. Veuillez noter que les détails des réunions peuvent être sujets à changement et seront mis à jour quotidiennement.

---

4 <https://delegate.un.int/dgacm/delegate.nsf/xaOpenPortal.xsp>

## PANEL DEBATES

La 47ème session verra se tenir **sept panels-débats** sur les thèmes suivants :

- Table ronde de haut niveau sur la prévention et la réponse multisectorielles aux mutilations génitales féminines (**23 juin**)
- Panel de discussion sur le dixième anniversaire des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (**29 juin**)
- Panel de discussion sur les droits de l'homme des personnes âgées dans le contexte du changement climatique (**30 juin**)
- Journée de débat annuel sur les droits humains des femmes - Violence contre les femmes et les filles handicapées (**5 juillet**)
- Journée de débat annuel sur les droits humains des femmes - Le redressement socio-économique de la pandémie de COVID-19 dans des conditions d'égalité entre les sexes (**6 juillet**)
- Table ronde quadriennale sur la promotion des droits humains par le sport et l'idéal olympique - Le potentiel du sport et de l'idéal olympique pour la promotion des droits humains chez les jeunes (**7 juillet**)
- Table ronde thématique annuelle sur la coopération technique et le renforcement des capacités - La coopération technique pour faire avancer le droit à l'éducation et assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et un apprentissage tout au long de la vie pour tous (**12 juillet**)

Les notes succinctes de ces débats seront disponibles [ici](#)<sup>5</sup>.

## QUOI DE NEUF ?

Pendant CDH47, les États examineront **64 rapports** préparés par le Secrétaire général, la Haute Commissaire, des Groupes de travail et/ou des titulaires de mandats au titre de procédure spéciales.

Ces rapports de l'ONU, mandatés par le Conseil via des résolutions précédentes, une fois publiés seront disponibles [ici](#)<sup>6</sup>.

En outre, un certain nombre de rapports soumis au HRC46 dont l'examen avait été reporté seront également examinés au HRC47, à savoir les rapports thématiques et de visite de pays du Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée.

5 <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session47/Pages/47RegularSession.aspx>

6 <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session47/Pages/ListReports.aspx>

# 'NOMBRE L' – PROJETS DE RÉOLUTION ET AUTRES TEXTES DU CDH47<sup>7</sup>

Les projets de résolutions et les textes présentés ci-dessous – recueillis à partir des annonces faites durant la réunion organisationnelle du CDH47, le calendrier volontaire des initiatives régulières et les initiatives récurrentes de l'année précédente – devraient être soumis au CDH47. Avant leur adoption, ces textes devraient faire l'objet d'au moins une série de consultations informelles ouvertes, avec les délégations intéressées.

## RÉSOLUTIONS PORTANT SUR LA SITUATION D'UN PAYS SPÉCIFIQUE

(\* = initiative formellement annoncée pendant la réunion organisationnelle du CDH47)

Objet de la resolution	Sponsors principaux <sup>8</sup>	Point anticipé à l'ordre du jour	Historique du vote <sup>9</sup>
Situation des droits de l'homme en Erythrée*	Slovénie (UE)	2	Vote (24-10-13)
Situation des droits de l'homme des musulmans rohingya et d'autres minorités du Myanmar*	Pakistan (OCI)	2	Vote (37-2-7)
La situation des droits de l'homme au Bélarus*	Slovénie (UE)	4	Vote (22-5-20)
La situation des droits de l'homme en République arabe syrienne*	France, Allemagne, Italie, Jordanie, Koweït, Maroc, Pays Bas, Qatar, Turquie, Royaume Uni, les États Unis	4	Vote (28-2-17)
Coopération avec l'Ukraine et assistance dans le domaine des droits de l'homme*	Ukraine	10	Vote (20-5-22)

7 Une fois soumis au Conseil, les projets de résolution (et autres textes) sont attribués un 'nombre L'

8 Basé sur les sponsors principaux des résolutions précédentes.

9 Résultats de vote de la dernière fois que la résolution a été adoptée par le Conseil. Les résultats de vote sont présentés sous la forme (OUI – NON – ABSTENTION)

# RÉSOLUTIONS THÉMATIQUES

(\* = Initiatives formellement notifiées lors de la séance d'organisation du CDH47)

Objet de la résolution	Sponsor(s) principaux <sup>10</sup>	Point anticipé à l'ordre du jour	Périodicité <sup>11</sup>	Historique du vote <sup>12</sup>
Champ d'action de la société civile*	Chili, Irlande, Japon, Sierra Leone, Tunisie	3	Triennal	Vote (35-0-11)
Droits de l'homme et changements climatiques*	Bangladesh, Philippines, Viet Nam	3	Annuel	Consensus
Droits de l'homme et solidarité internationale*	Cuba	3	Annuel	Vote (31-15-1)
Gestion de l'hygiène menstruelle, droits de l'homme et égalité des sexes : élimination des pratiques néfastes, accusation de sorcellerie et agressions malveillantes*	Cameroon (Groupe africain)	3	Nouvelle initiative	N/A
Incidence des transferts d'armes sur les droits de l'homme*	Équateur, Pérou	3	Biennal	Consensus
Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles*	Canada	3	Biennal	Consensus

10 Basé sur les principaux sponsors des résolutions précédentes

11 Basé sur le calendrier volontaire des résolutions thématiques

La contribution du développement à la jouissance de tous les droits de l'homme	Chine	3	Biennal	Vote (33-13-0)
La promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur Internet*	Brésil, Nigéria, Suède, Tunisie, États Unis	3	Biennal	Consensus
Le droit à l'éducation*	Portugal	3	Annuel	Consensus
Les droits de l'homme dans le contexte du VIH et du sida*	Brésil, Colombie, Mozambique, Portugal, Thaïlande	3	Triennal	Consensus
Les droits de l'homme des migrants*	Méxique	3	Biennal	Consensus
Les effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme*	Argentine, Autriche, Brésil, Ethiopie, Indonésie, Maroc, Pologne, Royaume-Uni	3	Biennal	Consensus
Mortalité et morbidité maternelles évitables et droits de l'homme	Burkina Faso, Colombie, Estonie, Nouvelle Zélande	3	Biennal	Consensus

Nouvelles technologies numériques et droits de l'homme*	Autriche, Brésil, Danemark, Maroc République de Corée, Singapour	3	Biennal	Consensus
Réaliser l'égalité de jouissance du droit à l'éducation pour toutes les filles*.	Émirats arabes unis, Royaume-Uni	3	Triennal	Consensus
Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme*	Azerbaïdjan (MNA)	3	Annuel	Vote (30-15-2)
Le Forum social*	Cuba	5	Annuel	Consensus
Promotion et protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des Africains et des personnes d'ascendance africaine contre les brutalités policières et autres violations des droits de l'homme*	Cameroon (Groupe africain)	9	Annuel	Consensus

# LES MÉCANISMES DU CONSEIL

## PROCÉDURES SPÉCIALES

19 procédures spéciales thématiques (ex : rapporteurs spéciaux, experts indépendants et groupes de travail) présenteront leurs rapports (y compris ceux issus de missions dans des pays) pendant CDH47. Par ailleurs, 5 procédures spéciales ayant pour objet la situation dans un pays spécifique (ex : rapporteur spéciaux et experts indépendants) présenteront des rapports/compte rendu oraux sur la situation des droits humains dans le pays faisant l'objet de leur mandat, ainsi que leur engagement avec ce dernier.

## MANDATS AYANT POUR OBJET UN PAYS SPÉCIFIQUE

Mandat	Présentation de rapport/compte rendu oral et dialogues interactifs <sup>13</sup>
Rapporteur spécial sur l'Erythrée	21 juin
Rapporteuse spéciale sur le Bélarus	5 juillet
Rapporteur spécial sur le Myanmar	7 juillet
Rapporteur spécial sur les Territoires Palestiniens Occupés	12 juillet
Expert indépendant sur la République centrafricaine	13 juillet

## MANDATS THÉMATIQUES

Mandat	Présentation du rapport et dialogue interactif	Rapports de missions de pays
Rapporteur spécial sur le droit à un logement convenable	22 juin	Nouvelle-Zélande
Rapporteuse spéciale sur le droit à la santé physique et mentale	23 – 24 juin	Fidji
Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants	23 juin	
Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale	23 – 24 juin	
Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation	24 – 25 juin	
Expert indépendant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre	24 juin	
Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays	25 juin	
Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles	25 juin	Roumanie
Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences	28 juin	

Rapporteuse spéciale sur la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants	28 – 29 juin	
Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats	28 juin	
Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises	28 – 29 juin	
Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté	29 – 30 juin	
Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires	30 juin	Nigéria
Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association	1 juillet	
Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression	1 – 2 juillet	
Rapporteuse spéciale sur la lèpre	1 juillet	
Groupe de travail sur la détention arbitraire	2 juillet	
Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée	2 et 5 juillet	Allemagne Argentine France République de Corée Royaume Uni États Unis d'Amérique

# UNIVERSAL PERIODIC REVIEW

**LES RÉSULTATS DE L'EXAMEN DE 14 ETATS SERONT ÉTUDIÉS EN VUE D'UNE ADOPTION PAR LE CONSEIL LORS DE CDH47 (ATTENDU LES 8 - 9 JUILLET).**

AUSTRALIE, AUTRICHE\*, GEORGIE,  
LIBAN, MAURITANIE\*, MICRONÉSIE  
(ÉTATS FÉDÉRÉS DE), MYANMAR,  
NAURU, NÉPAL\*, OMAN, RWANDA,  
SAINT-KITTS-ET-NEVIS, SAINTE-LUCIE,  
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

\*Membres du Conseil

# THÈMES LES PLUS FRÉQUENTS DU CDH47\*



\* Basé sur les résolution, évènements parallèles, débats et rapports annoncés



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE  
UNITED NATIONS | GENEVA

---



UNIVERSAL RIGHTS GROUP

The content of this document does not represent the official position of the Permanent Mission of Singapore

---